

Des états-nations ? pas si simple

La nation, au sens moderne du mot, n'apparaît dans les Balkans qu'au XIX^e siècle. Il y avait jusque-là des communautés religieuses et des groupes linguistiques dont aucun n'avait de limites territoriales nettes ni de prétention à constituer un État.

Les Français croient à la nation de type civique* : les citoyens d'un État préexistant, possédant déjà un territoire délimité, forment une nation ; les Allemands à la nation de type ethnique* : un groupe humain supposé naturel, une « ethnie* », constitue depuis toujours une nation, qui doit ensuite créer un État.

dans les deux modèles, le ciment de la nation est le même : c'est le sentiment de solidarité qui est censé unir tous ses membres, et en général les unit de fait très fortement.

dans le modèle civique (français), elle s'étend à tous les citoyens d'un même État, indépendamment de leurs différences culturelles effectives (langue, religion, coutumes, etc.). Dans le modèle ethnique (allemand), elle réunit, avec une même force de conviction, tous ceux qui ont en commun un ensemble de caractéristiques culturelles de ce genre, dites ethniques, quel que soit l'État auquel ils appartiennent.

Dans toute l'Europe centrale et balkanique, la nation est partout de type ethnique, « à l'allemande », et elle suscite un attachement très fort. L'État-nation de type français, faisant fi de l'identité ethnique, est ressenti comme oppressif par les groupes humains qui, du fait de leur développement historique propre, n'ont pas d'autre identité que celle-là et y sont profondément attachés.

Le trait distinctif de la nation moderne est que , elle prétend être un ensemble exclusif (pas de double appartenance), possédant ou aspirant à posséder à la fois tous les attributs jugés nécessaires : un nom, une langue et une culture, une histoire glorieuse, un État, un territoire bien délimité et une population homogène. S'il s'agit d'une nation de tradition orthodoxe, elle doit en outre avoir son Église. (autocéphale).

-le nom : L'adoption d'un nom unique par chaque nation est un élément important de son identification. Ce n'est pas si évident dans les Balkans, où des noms différents désignent les mêmes peuples, ou on ne sait pas comment définir certains peuples, où les mots utilisés par les

locaux différent de ceux utilisés par les voisins, souvent péjoratif. Au 19^{ème} siècle, avec la création des identités nationales, chaque nation se dote d'un nom unique qui est seul employé aujourd'hui. Ainsi chacune se referme sur elle-même, les noms de peuple deviennent exclusifs. Seules conservent une pluralité de noms les ethnies trop petites ou trop dispersées pour former une nation : Roms dits aussi « Tsiganes », Aroumains appelés « Valaques » ou « Tsintsares ». mais dans les Balkans, il arrive souvent que l'on refuse au voisin de porter le nom qu'il se donne lui-même ((ex Grecs refusant aux macédoniens le droit de porter ce nom, parce que c'est celui d'une province grecque, bulgares refusant aux turcs vivant dans leur pays le droit de s'appeler turcs ils ne sont que des « bulgares islamisés » etc..

-la langue. . Les populations des Balkans parlaient des dialectes appartenant pour la plupart aux quatre groupes : grec, albanais, roman et slave. Mais cela se complique en fait, . Les lettrés faisaient usage de langues écrites diverses. En pays orthodoxe, les langues liturgiques, grec ancien et slavon*, furent longtemps les seuls instruments de culture. Les langues réellement parlées : grec populaire, serbe, bulgare, roumain, n'étaient pas écrites. En pays catholique, à côté du latin, langue liturgique et savante, on écrivait aussi le croate et le slovène dans diverses formes dialectales, mais on utilisait en outre les langues des peuples dominants : italien en Dalmatie et en Istrie, allemand ailleurs. Pour les lettrés musulmans, la langue de la religion était l'arabe, celle de l'État le turc et celle de la poésie le persan , ils n'écrivent pas en caractères arabes leur propre langue orale, slave ou albanaise.

Au 19^{ème}, avec le mouvement national, chaque nation veut à la fois sa langue propre , et une langue unique.

La domination des langues étrangères disparaît. Le slavon, idiome savant utilisé par les lettrés orthodoxes, est délaissé par les Roumains dès le 17^{ème} siècle, par les Serbes et les Bulgares au 19^{ème}. La création d'une norme* unique substituée aux dialectes, mais fondée sur la langue effectivement parlée, est menée à bien chez les Roumains, les Albanais et les Slovènes, et de même chez les Grecs, bien que chez eux la concurrence entre langue savante et langue populaire n'ait été définitivement résolue en faveur de la seconde que vers la fin du 20^{ème} siècle, précisément en 1974, à la chute de la dictature des colonels. Pour ces quatre peuples, Roumains, Albanais, Slovènes et grecs, l'équation « une nation-une langue » s'est réalisée assez naturellement. Il n'en va pas de même partout.

Les Serbes et les Croates connaissent une situation paradoxale. Les linguistes découvrent au XIX^e siècle seulement que la langue parlée des deux peuples est la même. Mais leurs langues écrites, le serbe et le croate, s'étaient développées pendant des siècles sans aucun contact entre elles. Elles diffèrent : par l'alphabet (cyrillique pour les Serbes, latin pour les Croates) ; par un trait de prononciation, par d'importantes divergences de vocabulaire. quand les deux partenaires se sont retrouvés dans un même État – la Yougoslavie –, c'est la variante serbe, en particulier pour le vocabulaire, qui est devenue dominante, et les Croates ont protesté. . Aujourd'hui, la langue croate marque à nouveau avec force sa différence,, le serbe s'affirme : la nation a tracé les limites de la langue, les 2 collent.

Les Bosniaques musulmans, qui parlent la même langue que leurs voisins serbes et croates, l'ont écrite autrefois en alphabet arabe. Aujourd'hui, ils sont passés à l'alphabet latin, et utilisent une norme identique au croate pour la prononciation, mais plus proche du serbe pour le vocabulaire. Ils la désignent par le nom ancien, longtemps oublié mais récemment ressuscité, de « langue bosnienne »

Les Bulgares et les Macédoniens parlent des dialectes très proches les uns des autres et ont eu pendant un siècle, depuis la « renaissance nationale » du XIX^e siècle jusqu'en 1945, la même langue écrite bulgare. Après 1945, les autorités titistes ont encouragé la codification d'une langue macédonienne fondée sur les dialectes du Sud-Ouest (le plus loin possible du bulgare et du serbe)

Ainsi partout on assiste à l'identification une nation, une langue, mais en prenant des chemins parfois compliqués. Actuellement, on tend à revenir à des orthographes traditionnalistes, pour se legitimer par le passé.

-construction d'un roman national. Toute nation cherche sa légitimité dans son histoire, c'est facile pour les grands États occidentaux, qui ont une histoire continue depuis le moyen age, beaucoup plus difficile pour les Balkans, qui ont une histoire alternant entre etats nationaux et inclusion dans un empire. On réécrit l'histoire avec deux normes : on fait comme s'il y avait une continuité nationale par delà les siècles, et on choisit la période où l'Etat a eu les limites les plus étendues.

Donc les projets de liberation de chacun sont incompatibles :

-une population : Le projet de la nation-État veut que tous les membres de la nation (de type ethnique) soient réunis dans un seul État, mais certains aussi souhaitent que dans cet État il n'y ait personne d'autre. Or ce fantasme d'une population « ethniquement pure » est à l'opposé de la réalité héritée des empires, qui étaient par nature hétérogènes, tolérants, avec des populations diverses étroitement mêlées. En se formant, puis en s'agrandissant, les États balkaniques se trouvent nécessairement renfermer des membres d'une autre nation, des minorités. La diplomatie européenne les incite à reconnaître les droits de celles-ci. Cette préoccupation se retrouve sous les mêmes formes en 1878, en 1918 et 1991. Mais la tendance naturelle de ces États est de rechercher toujours l'homogénéité et d'avoir recours à toutes sortes de pratiques, insidieuses ou violentes, qui aboutissent à ce qu'on appelle le « nettoyage ethnique ».

À l'origine, l'intolérance n'était pas d'ordre ethnique, mais confessionnelle, et commune à tous les États chrétiens, qui n'acceptaient pas de sujets musulmans. Au xviii^e siècle, au fur et à mesure de leur reconquête sur les Turcs en Hongrie, Slavonie, Banat, Dalmatie, les puissances catholiques, l'Autriche et Venise (comme trois siècles plus tôt l'Espagne), chassent tous les musulmans. Au xix^e siècle et jusqu'à l'année 1878 incluse, la même pratique est suivie par les nouveaux États orthodoxes (Serbie, Grèce, Monténégro) lors de leur naissance et à chaque étape de leur agrandissement. Pour ces États, libération signifie aussi expulsion des anciens oppresseurs, et ceux-ci englobent tous les musulmans, qu'ils soient de langue turque, albanaise, slave, grecque ou autre.

Cependant, dans la même année 1878, certains fragments de l'Empire ottoman ont échoué à d'autres États : la Bosnie devient austro-hongroise et la Bulgarie indépendante. Grâce aux stipulations du congrès de Berlin, ces deux régions échappent à l'épuration. Les musulmans y subsistent, et ils se maintiennent également dans les territoires qui ne seront arrachés à la Turquie que plus tard, en 1912 : Albanie, Sandjak, Kosovo, Macédoine, Thrace.

Il en résulte depuis trois siècles la logique de l'État homogène, du point de vue confessionnel au début, national plus tard, n'a cessé de se faire sentir de diverses façons, violentes ou sournoises, et que l'extrême diversité ethnique qui caractérisait les Balkans anciens a déjà été fortement réduite.

1912-1918 : 7 ans de souffrance, de haines

Pour les Balkans, c'est la même séquence . ce sont des guerres balkaniques, mais elles sont facilitées par les gdes puissances qui luttent par petits états interposés. Et en 1914 : un conflit balkanique devient un conflit mondial. Dans cette séquence de 7 ans, grandes puissances et petits états balkaniques sont liés .

Les guerres balkaniques de 1912-13 sont le premier affrontement Triple Entente-Triple Alliance ; la stabilisation du traité de Berlin a volé en éclat par l'annexion de la Bosnie Herzégovine en 1908 par l'Autriche-Hongrie . la Russie qui pour se venger de l'affront de 1908 pousse les petits états à s'allier pour parvenir à la fin de l'empire ottoman en Europe , en les inquietant devant la révolution jeune turque, l'homme malade de l'Europe n'allait il pas reprendre des forces ?

Les Balkans sont alors composés de cinq États chrétiens: Bulgarie, Grèce, Monténégro, Roumanie, Serbie, et d'une portion de l'Empire ottoman qui coupait la Péninsule en deux depuis le Bosphore jusqu'au Monténégro et à la Bosnie, représentant en Europe 175 500 km² peuplés de 6 486 000 habitants. Or, depuis le début du XIXe siècle, le problème essentiel était celui de l'avenir de cette Turquie d'Europe.

Face à ces Balkans, les Puissances européennes s'étaient depuis longtemps engagées : la Russie de la Grande Catherine, la Grande-Bretagne à partir du XVIIIe siècle, l'Autriche-Hongrie depuis la paix de Karlowitz, la France dès Napoléon. Auxquelles il faut ajouter l'Italie qui se joignit à elles à la fin du XIXe siècle. Il s'agissait, pour tous ces États, d'exploiter pour leurs intérêts nationaux les petits et grands conflits qui se déclaraient sur le terrain.

En 1912, ces conflits balkaniques étaient nombreux

Dès 1910, **le Kosovo** se souleva, suivi par les montagnards du nord des régions albanaises. Au printemps de 1912, à l'appel de deux députés, Husan Prishtina et Ismaïl Qemal, l'ensemble de leur pays se souleva, paralysant l'administration ottomane.

Mais le plus important des problèmes était celui de **la Macédoine**, La Macédoine était devenue le champ clos d'un terrorisme pro bulgare, pro

macedonien, pro grec, auquel l'Empire ottoman répond par une repression violente.

Si ces conflits sont d'abord localisés, et l'expression de conflits locaux, ils sont facilités et encouragés par les antagonismes des puissances (triple Alliance contre Triple entente) : la crise de l'annexion de la Bosnie Herzegovine a mis fin à l'accord tacite de non-agression entre les deux Empires de la Russie et de l'Autriche Hongrie. La Russie est de surcroit humiliée par la défaite devant le Japon. Les querelles balkaniques lui permettent de prendre sa revanche et d'apparaître encore comme une grande puissance. C'est donc la Russie qui pousse les Etats des Balkans à se rapprocher pour dépecer le reste de l'empire ottoman en Europe . ces discussions, longues et difficiles, aboutissent à des alliances militaires, mais surtout à des protocoles secrets pour partager la Macédoine et les régions voisines.

La première guerre Balkanique

Le 30 septembre 1912, les États chrétiens (Grèce, Montenegro, Serbie, Bulgarie) mobilisèrent et exigèrent par ultimatum que d'importantes « réformes » soient introduites en Macédoine.

Le 18 octobre, la guerre était déclarée par Istanbul aux quatre États chrétiens. Les états-majors des Puissances européennes croyaient à une rapide victoire des troupes du Sultan organisées par Moltke et Goltz et équipées de matériel allemand. La campagne des Bulgares fut la plus brillante. Le 24 octobre, l'armée serbe battait les Turcs, puis entraît quelques jours plus tard à Skoplje et à Monastir après avoir été rejointe par les troupes monténégrines. Les Grecs, eux, de leur côté, libéraient la Thessalie et l'Épire, puis mettaient le siège devant Jannina. La grèce arrive la première à prendre Thessalonique, le cœur de la Macédoine, juste avant les Bulgares qui souhaitaient la prendre aussi : c'est un objectif de guerre décisif pour les deux.

La dureté de ce premier conflit préfigure la première guerre mondiale et permet de tester les armements qui vont y être utilisés.

La débâcle turque surprend les chancelleries européennes, même si elle s'explique par les problèmes internes, et le fait que l'armée ottomane doit aussi se défendre sur le Caucase et contre les révoltes arabes. Pour les Allemands qui ont équipé et entraîné l'armée ottomane, elle est de mauvais augure.

L'Italie, si elle est assurée que personne ne la jettera hors du Dodécanèse, est contrariée dans ses projets albanais par les succès serbo-monténégrins.

Mais les conquêtes serbes et l'arrivée des Grecs à Thessalonique contrecarrent surtout les ambitions autrichiennes, où le parti militaire voudrait pouvoir écraser sans délai la Serbie.

La guerre balkanique pourrait-elle dès lors dégénérer en conflit européen ? Inquiets de la tension qui monte entre Vienne et Pétersbourg, Anglais et Français font savoir au tsar qu'ils ne se tiendraient pas pour engagés à ses côtés, alors qu'il a pris seul l'initiative de favoriser la conclusion de traités dont il leur a révélé tardivement les clauses secrètes. Quant au Kaiser, il signifie à son allié autrichien que des embarras balkaniques ne sauraient suffire à entraîner le Reich allemand dans une guerre contre la Russie.

Au cours de leur avance, les Grecs et les Serbes avaient pénétré en territoire albanais. Le député Ismaïl Qemal Beg, qui redoutait les ambitions des pays chrétiens décida de porter la question albanaise devant l'opinion internationale. Il convoqua à Vlora (Valona) les représentants de tout le pays albanais, musulmans, orthodoxes et catholiques confondus, à une Assemblée. Le 28 novembre 1912, cette Assemblée se déclare constituante et proclame l'indépendance du pays, Ismaïl Qemal Beg forma aussitôt un gouvernement provisoire, puis se rendit à Londres auprès de la *Conférence des Ambassadeurs* des Grandes Puissances qui était réunie afin d'examiner la situation créée par la guerre dans les Balkans.

A cette Conférence des Ambassadeurs, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, favorables à la création d'un Etat albanais indépendant s'opposèrent à la Russie et à la France qui défendaient les ambitions serbes et grecques sur ce pays.

Mais dans quelles frontières ? Le gouvernement de Vlorë réclame une Grande Albanie englobant Ioannina, Ohrid, Monastir, Skopje, Prilep et le Kosovo.

Les Serbes se résignent au retrait de leurs troupes jusqu'au lac d'Ohrid et au Drin, moyennant la liberté de commercer dans un des ports de l'Adriatique placé sous garantie internationale, mais ils rejettent catégoriquement, comme les Monténégrins, le rattachement à cette Albanie de tout ou partie du Kosovo ou du sandjak de Novi-Pazar. Pour eux, bien que ces régions aient fait l'objet d'une « invasion » albanaise

après la Grande Migration des Serbes (1690), elles constituent la Vieille Serbie, le cœur de l'empire médiéval serbe de Dušan.

Quant à l'Autriche et à l'Italie, elles refusent tout aussi résolument de voir les Serbes s'établir sur le canal d'Otrante, verrou de l'Adriatique, où la flotte russe risquerait dès lors de s'installer. Elles veulent donc une Albanie forte, avec Ioannina (ce dont il ne peut être question pour la Grèce), Ohrid et l'ouest du Kosovo avec Prizren, Peć et Đakovica, tout en laissant Priština, Mitrovica, Skopje, Prilep et Monastir à la Serbie.

Le 22 mars, la Conférence des ambassadeurs parvient malgré tout à un compromis sur les frontières septentrionale et orientale de l'Albanie, dont la délicate délimitation sur le terrain est confiée à une commission d'officiers des Puissances : la Vieille Serbie est partagée entre Serbie (le nord-est du sandjak avec Novi-Pazar et l'essentiel du Kosovo avec Prizren, Mitrovica, Priština), et Monténégro (Peć et Đakovica), qui doit en revanche renoncer à Shkodër, moyennant quelques agrandissements autour de son lac.

Mais Nicolas de Monténégro refuse la transaction.

Or, si l'Autriche et l'Italie s'accordent contre les prétentions serbes et grecques, elles sont en concurrence pour assurer la tutelle de l'État albanais en gestation. Et Nicolas est le beau-père de Victor-Emmanuel d'Italie : pour l'Autriche, l'annexion de Shkodër par les Monténégrins enlèverait à l'Albanie sa grande ville du Nord où l'influence autrichienne est historiquement dominante, favorisant du coup une Italie mieux implantée en Albanie méridionale.

Vienne obtient donc un blocus naval des Puissances contre le Monténégro. En vain : le 22 avril 1913, trois jours après la signature du cessez-le-feu entre les Turcs, les Serbes, les Bulgares et les Grecs, Nicolas conclut la reddition de Shkodër.

Pourtant, lorsque l'Autriche masse des troupes en Dalmatie et que la Russie se refuse à le soutenir davantage, le roi de Monténégro doit se résoudre à remettre la ville (5 mai) à une force austro-anglo-franco-allemande.

Après de longues négociations, qui montrent bien que se superposent ou divergent les revendications et les intérêts des pays des Balkans et ceux des Puissances, **la Conférence de Londres débouche le 30 mai 1913,**

sur des *Préliminaires* qui devaient servir de base à la paix future dans les Balkans.

La Turquie ne conserverait en Europe que Constantinople et ses environs immédiats ; une Albanie indépendante et neutre, sous la garantie des Grandes Puissances, était créée, avec un Prince qui, lui aussi, serait choisi par ces mêmes Grandes Puissances. Quant à la Macédoine, Bulgares, Grecs et Serbes devaient s'entendre pour se la partager.

Mais les États chrétiens ne purent se mettre d'accord sur le partage des territoires conquis.

Les Bulgares qui disaient avoir fourni l'effort militaire le plus important, réclamaient toute la partie centrale de la Macédoine. Les Serbes, qui comptaient mettre la main sur les pays albanais, ne digéraient pas la création d'une principauté d'Albanie indépendante et réclamaient des compensations en Macédoine. Thessalonique, le cœur de la Macédoine, était disputée entre les Grecs et les Bulgares, et la Roumanie demandait une compensation pour la renonciation à ses Valaques de Macédoine : la Dobroudja du Sud.

La victoire, si rapide, si complète, encourage partout l'intransigeance.

À Belgrade, on exclut toute continuité territoriale entre Bulgarie et Albanie qui, en privant la Serbie de frontière avec la Grèce, couperait l'artère économique fluviale du Vardar/Axios et la voie ferrée qui conduisent à Thessalonique ; certains revendiquent jusqu'à un accès à l'Égée puisqu'il a fallu renoncer à l'Adriatique.

À Athènes, on considère le conflit qui vient de s'achever comme une étape dans la réalisation de la Grande Idée.

À Sofia, où l'on exige Thessalonique et la part du lion en Macédoine, le roi Ferdinand est sûr de la supériorité de son armée qui a remporté sur les Turcs les victoires décisives.

à Bucarest on regrette de ne pas avoir pris sa part aux victoires et l'on considère que les accroissements territoriaux des autres puissances régionales nécessitent un rééquilibrage : des droits pour les Valaques de Macédoine, l'attribution à la Roumanie de la place forte bulgare de Silistrie sur le Danube, le sud de la Dobroudja, voire la Transylvanie et la Bukovine austro-hongroises où vivent trois millions de Roumains.

Dans ce climat tendu, le tsar Nicolas II, qui voudrait bien maintenir l'unité des vainqueurs, est incapable d'imposer sa médiation. D'autant qu'à

Vienne, où l'affaiblissement de la Serbie est désormais la priorité, on encourage le Saxe-Cobourg Ferdinand à l'intransigeance.

Des incidents éclatèrent sur le terrain. La Serbie et la Grèce décident de fixer leur frontière sur le Vardar et envisagèrent une action commune contre la Bulgarie si celle-ci refusait.

Saint-Pétersbourg s'inquiète et, par télégramme, demande aux deux pays de se soumettre à l'arbitrage du tsar. Mais l'état-major bulgare craignait d'être dépassé par le temps et, dans la nuit du 29 au 30 juin 1913, le roi Ferdinand Ier ordonna à ses troupes de repousser les lignes serbes et grecques. La Serbie et la Grèce répondent par une déclaration de guerre.

La 2eme guerre balkanique

La Bulgarie se retrouve isolée par rapport à ses anciens alliés, d'autant que la gouvernement turc lui aussi faisait avancer son armée et que les Roumains attaquent aussi et font leur jonction avec les Serbes.

Les Grecs multiplient aussi les victoires et ne sont plus qu'à 80 km de Sofia. Les coalisés refusent toute médiation. Le Saxe-Cobourg Ferdinand de Bulgarie s'adresse alors au Hohenzollern Carol de Roumanie. La réponse contient les exigences roumaines : cession de Silistrie et de la Dobroudja méridionale, où Turcs, Tatars et Bulgares sont bien plus nombreux que les Roumains. Mais la Bulgarie n'est pas en état de refuser. L'armistice est conclu à Niš le 31 juillet 1913 et, moins de deux semaines plus tard, **le traité de Bucarest (10 août)** entérine ces annexions.

Il fixe aussi la frontière bulgaro-serbe à l'ouest de la Struma/Strymon. Seules la vallée de ce fleuve et la Macédoine dite du Pirin demeurent bulgares, tandis que la Macédoine centrale et du Nord (dite du Vardar/Axios, avec Kumanovo, Skopje, Prilep, Monastir, Ohrid) devient serbe.

La Turquie y récupérait Andrinople et une partie de la Thrace orientale, c'est-à-dire le territoire de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la *Turquie d'Europe*.

La Roumanie recevait le petit morceau de Dobroudja que la Bulgarie ne lui avait pas cédé en 1878 : il s'agissait d'une région à majorité bulgare, ce qui allait maintenir entre les deux pays une raison supplémentaire de tension.

La Grèce reçut le littoral macédonien avec Salonique et la Chalcidique, ainsi que l'île de Crète et plusieurs îles de l'Égée centrale.

La Serbie obtenait la plus grande partie de la Macédoine occidentale et centrale avec les villes de Skoplje, Ohrid et Bitola, incorporant ainsi dans son territoire des populations bulgares et albanaises ; elle recevait également un morceau du Sandjak de Novi Pazar, le reste allant au Monténégro. La Serbie étendait maintenant son autorité sur un territoire de 90 000 km² avec une population de plus de 4 millions et demi d'habitants. ``

Le Monténégro, avec la partie du Sandjak de Novi Pazar qu'il obtînt, eut ainsi une frontière commune avec la Serbie.

Les Bulgares obtinrent des avantages mineurs sur leur frontière occidentale, mais en revanche au sud, ils atteignirent désormais la Mer Egée par l'annexion d'une partie de la Thrace avec le port de Dedeagatch.

Les guerres balkaniques laissèrent de profondes traces chez les anciens alliés de 1912. D'abord sur le plan démographique, les pertes furent nombreuses, 156 000 Bulgares, 71 000 Serbes, 68 000 Grecs et une dizaine de milliers de Monténégrins : tel fut le bilan humain de cette guerre fratricide.

Ensuite, le partage des territoires enlevés aux Turcs provoqua des rancœurs, surtout du côté des Bulgares qui s'estimèrent mal payés de leur intervention et qui se trouvèrent après leur défaite totalement isolés au milieu de voisins hostiles.

Enfin, sur le plan international, les progrès de la Serbie, dont le territoire jouxtait désormais celui du Monténégro, inquiétèrent vivement l'Autriche-Hongrie, d'autant plus que la propagande antiautrichienne menée par la presse serbe se faisait chaque jour plus agressive et que les Sociétés Secrètes, telles la *Main Noire* dirigée par des officiers serbes de haut rang, se faisaient de plus en plus actives.

L'Autriche-Hongrie ne pouvait plus compter dans cette partie de l'Europe que sur la Bulgarie et sur l'Albanie, tandis que l'Allemagne, son alliée depuis 1872, cherchait de plus en plus à intégrer l'Empire Ottoman dans son système d'alliance.

La question albanaise faillit provoquer un conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie en septembre 1913, car la Serbie refusait d'évacuer le territoire albanais.

Finalement, les Serbes cédèrent à la pression internationale, et en décembre 1913 les Grandes Puissances, se mirent d'accord pour fixer les frontières définitives de l'Albanie. L'Albanie indépendante, avec un territoire de 28 000 km² et une population de 800 000 habitants, se vit attribuer pour souverain le Prince allemand Guillaume de Wied. Pour les Puissances Centrales, c'était là un succès. L'Etat albanais, par sa présence, bloquait l'accès direct de la Serbie – c'est-à-dire aussi de la Russie – à la Mer Adriatique. Mais les Albanais n'étaient pas pour autant satisfaits de leurs frontières car 400 000 de leurs compatriotes avaient été incorporés à la Serbie au Traité de Bucarest.

Les guerres balkaniques, tout en ayant marqué un net recul de la domination ottomane en Europe orientale, ce qui était le vœu général des populations chrétiennes des Balkans, avaient en revanche exacerbé les nationalismes et les rivalités entre peuples voisins, frères de races, voire de religion, mais jaloux de leurs particularismes, et d'autant plus virulents que les uns et les autres se savaient soutenus par les Grandes Puissances.

En fait, les peuples balkaniques ne se rendaient même pas compte qu'ils n'étaient plus les maîtres de leur propre destin mais que c'était à Saint-Pétersbourg, à Vienne, à Londres ou à Paris que les décisions les concernant étaient prises.

tous les belligérants commettent des massacres pendant les guerres balkaniques, ce qui entraîne des affrontements de mémoire et des oppositions irréductibles.

à l'issue des deux guerres balkaniques, chacun des belligérants considère qu'un certain nombre de ses « nationaux » demeure à l'extérieur de ses frontières (dans les autres États de la région ou dans les empires ottoman et austro-hongrois), chacun abrite désormais, sur son propre territoire, des minorités nationales.

Or, le déroulement même des conflits augure mal du sort qui va leur être réservé. Les correspondants de guerre occidentaux l'avaient relevé durant le conflit : de part et d'autre, prisonniers et populations civiles ont subi des traitements d'une grande cruauté. En février 1914, le rapport de la commission du *Carnegie Endowment for International Peace* (Dotation Carnegie pour la paix internationale) fondé en 1910 par le milliardaire américain, philanthrope et pacifiste, Andrew Carnegie, révèle une réalité bien plus alarmante encore.

Composée de six membres (anglais, allemand, autrichien, italien, russe, américain), la commission a enquêté auprès des populations comme des soldats.

Bien que ses conclusions, accablantes pour tous les belligérants, ne portent aucun effet pour les responsables des faits dénoncés, son

existence constitue une innovation qui s'intègre dans le processus d'émergence d'un droit international et de codification d'un droit de la guerre

Affrontements entre patriarchistes (orthodoxes grecs relevant du patriarche de Constantinople) et exarchistes (orthodoxes bulgares relevant de l'exarchat de Sofia), terrorisme de la VMRO, combats entre bandes armées, violences et discriminations bulgares contre les Grecs de Bulgarie en 1906 n'ont fait qu'enraciner la conviction qu'il était impossible de vivre ensemble.

Aussi lors de la première guerre balkanique, les populations commencent-elles par s'en prendre aux représentants de l'ordre qui s'effondre : musulmans autochtones, soldats turcs en déroute, prisonniers ou blessés.

Mais la commission Carnegie relève surtout que les différentes armées ont massacré des civils sur ordre. A un Empire multinational, succèdent des États nationaux qui perçoivent tout élément ethnolinguistique hétérogène comme indésirable parce que suspect d'être fidèle à l'État dont il partage la langue et la religion majoritaires (on dit alors volontiers « la race ») et pas à celui dont il est ressortissant.

Les Bulgares massacrent donc des musulmans et des Grecs, les Grecs des musulmans et des Slaves, les Serbes et les Monténégrins des Turcs et des Albanais, les musulmans (turcs, albanais, tatars, bosniaques ou crétois réfugiés) des Grecs et des Slaves. Et si Bulgares et Serbes se montrent moins durs en Macédoine, c'est parce qu'ils considèrent les Macédoniens comme des Bulgares ou des Serbes. Ce nettoyage ethnique, qui traduit la volonté de changer la composition démographique des régions conquises, s'ancre également dans une mémoire longue. par exemple, dans l'ordre donné aux soldats grecs de n'épargner que les enfants assez jeunes pour être hellénisés, il y a un rappel des enfants devenus janissaires ?

La commission Carnegie relève aussi que ces pratiques se systématisent durant la seconde guerre balkanique, à un moment où la passion nationale est portée à son comble par la première victoire (ou la rancœur par la défaite, dans le cas ottoman). Et elles atteignent leur but puisqu'elles entraînent des déplacements massifs de populations. Chacun a pris conscience qu'il se trouve exposé, en fonction de l'armée qui approche, aux exécutions collectives, aux viols systématiques, aux incendies de villages, à la profanation ou à la destruction des lieux de culte (églises ou mosquées) et des cimetières.

110 000 Slaves fuient devant les Grecs, ou devant les Turcs lorsqu'ils reconquière la Thrace orientale, et même devant les Serbes lorsqu'il s'agit d'exarchistes et de partisans d'une Macédoine autonome ou bulgare. 100 000 Grecs abandonnent leurs foyers pour échapper à l'avancée bulgare. À Thessalonique, 135 000 musulmans s'embarquent pour l'Anatolie avant l'arrivée des Grecs.

La commission Carnegie met également en évidence le rôle important joué par la propagande — autre spécificité qui contribue à faire de ces guerres les premières du xx^e siècle.

Durant l'été 1913, les Grecs ont par exemple mis au compte des Bulgares, l'ennemi du moment, certains crimes commis par des Turcs, ou dont la responsabilité est partagée entre les armées bulgare et hellène, tandis que les Turcs faisaient signer à des victimes grecques des déclarations accusant l'armée bulgare des massacres qu'ils venaient de perpétrer

Enfin, une fois la paix revenue, ces politiques trouvent un prolongement dans le sort fait aux minoritaires.

Dès 1913, les Grecs ottomans, notamment en Thrace orientale, sont victimes de spoliations et de déportations, tandis que ceux de Bulgarie continuent à faire l'objet de discriminations et de violences plus ou moins organisées par le gouvernement.

Bulgarophones mais musulmans, les Pomaks devenus bulgares sont soumis à des conversions forcées, de même qu'au Kosovo serbe les albanophones et slavophones musulmans ou catholiques.

Quant à la Grèce, elle met en œuvre surveillance policière et discrimination administrative des albanophones d'Épire comme des Turcs et des Slaves de Macédoine, expulse le clergé exarchiste et les enseignants bulgares afin de pousser ces populations à partir ou à s'helléniser.

En Macédoine, la Serbie ne procède pas différemment avec les instituteurs bulgarisants et le clergé exarchiste, remplacés par des enseignants et des prêtres serbes, tandis que la linguistique est convoquée pour démontrer que les parlers macédoniens sont des dialectes méridionaux du serbe.

Comme la Grèce, la Serbie est un État libéral et parlementaire (en théorie, la Bulgarie l'est aussi, mais le roi en a largement détourné les règles). La Constitution y garantit aux citoyens les libertés publiques comme les droits

individuels et politiques fondamentaux. Mais ceux-ci sont mis entre parenthèses par un régime d'exception (règlement de sécurité public d'octobre 1913, puis projet de Constitution de décembre) applicable en Macédoine serbe, qui place le nouveau territoire sous le contrôle de l'armée, limite les libertés de presse ou de réunion. Alléguant le retard dû à la domination turque, les autorités serbes vont jusqu'à différer la reconnaissance à ses habitants du droit de vote (même pour les institutions locales) et de l'éligibilité, de telle sorte que ce régime apparaît à certains comme une régression par rapport aux derniers temps de l'administration ottomane.

Quant au sandjak de Novi-Pazar et au Kosovo, les musulmans (exclus de la citoyenneté et de la conscription) et albanophones, qui y sont majoritaires, se révoltent dès l'été 1913 contre leur nouveau maître, serbe ou monténégrin.

La répression est implacable et les troupes serbes pénètrent profondément sur le territoire de la nouvelle Albanie jusqu'à ce que, en octobre, un ultimatum autrichien les contraigne à se retirer. Certains Kosovars en appellent aux Puissances d'une politique qu'ils accusent de vouloir faire disparaître les Albanais ; d'autres choisissent le départ, vers la Bosnie austro-hongroise ou l'Albanie.

Si les deux guerres balkaniques ont en apparence renforcé les États de l'Europe du Sud-Est, si elles leur ont permis d'éliminer presque entièrement la présence turque d'Europe, elles les ont aussi considérablement éprouvés.

Leur endettement s'est accru et, aux pertes humaines, s'ajoute le problème des réfugiés chassés en masse par les opérations et le nettoyage ethnique, qui sont démunis de tout et qu'il faut réinstaller dans des contrées durement éprouvées.

Car les destructions matérielles sont considérables : jamais encore l'artillerie moderne n'avait été aussi massivement employée. Les villages et les infrastructures des régions où les combats se sont déroulés ont été gravement endommagés ou détruits, les campagnes ravagées .

Ces guerres ont été désastreuses pour tous les pays des Balkans, quels que soient les avantages ou désavantages retirés : les haines sont générales, et dureront jusqu'à la fin du XXème siècle, les accusations réciproques d'atrocité, les politiques de mémoires unilatérales (on se souvient et on commémore les atrocités commises par les autres, jamais par soi -comme disait un négociateur européen en 1995, il faudrait

interdire l'enseignement de l'histoire pendant 100 ans pour rétablir du vivre ensemble dans les Balkans-) empoisonnent encore les relations entre tous les peuples et nations balkaniques -la guerre entre Yougoslaves de 1990-95 ne faisant que réactiver encore ces désastres mémoriels.

Enfin, en plus du désir de revanche des Bulgares et des Turcs qu'ils génèrent, l'agrandissement de la Serbie et la conquête de Thessalonique par les Grecs contrecarrent les visées impérialistes de l'Autriche-Hongrie en bloquant sa poussée vers le sud et la mainmise sur le grand port du nord de l'Égée. Aussi, pour le parti militaire de Vienne, les frontières établies par le traité de Bucarest sont-elles inacceptables, et la Serbie constitue un obstacle qu'il est résolu à balayer dès qu'un prétexte se présentera — un prétexte qui, un an après la paix de Bucarest, provoque le déclenchement d'un premier conflit mondial qui est aussi la troisième guerre balkanique.

L'attentat de Sarajevo du 28 juin 1914, le jour anniversaire du désastre de Kosovo Polje en 1389, (le choix de cette date anniversaire par l'archiduc pour cette visite était une provocation, dont l'extrémiste archiduc était coutumier) fut le geste d'un étudiant serbe de Bosnie armé sans doute par une société secrète *Crna Ruka* qui voulait venger la Serbie de l'occupation, puis de l'annexion par l'Autriche-Hongrie de la Bosnie-Herzégovine depuis le traité de Berlin (juin 1878).

Si les attentats ne sont pas nouveaux (Sissi est morte assassinée, tout comme un certain nombre de chefs d'états ou personnalités des divers états balkaniques), celui là est plutôt inattendu pour les grandes puissances occidentales : il est lié à un mouvement auquel elles ont peu porté attention, le mouvement yougoslave, dont les relations avec le mouvement national serbe sont complexes, et vont empoisonner tout le XXème siècle.

Les peuples slaves du sud (bulgares, serbes, slovenes, croates) ont été partagé par l'histoire entre ceux évoluant dans le catholicisme et ceux évoluant dans l'orthodoxie. Cette separation se double d'une separation historique (slovenes et croates n'ont jamais été independants et ont évolué dans l'orbite de l'empire germanique , finissant par Vienne, pour les slovènes, dans l'orbite de la hongrie pour les Croates. Bulgares et Serbes ont été des états independants, qui finissent par tomber dans la domination ottomane)

Le mouvement national européen met en avant la communauté de langue pour définir une communauté nationale, le »yougoslavisme « apparaît ainsi chez les Croates qui veulent se dégager du contrôle hongrois après 1848. ils cherchent à se rapprocher des Serbes , qui eux veulent juste une grande Serbie (dominant éventuellement les autres slaves du Sud). Après l'annexion de la Bosnie Herzégovine, le yougoslavisme se développe, contre l'Autriche Hongrie, chez les croates, mais suscite de plus en plus d'hostilité chez les Serbes, qui veulent une Grande Serbie qui engloberait la bosnie Herzégovine. la main noire-Crna Ruka- est au cœur de ce nationalisme Grand Serbe.

C'est la volonté de l'état-major de Vienne de faire disparaître la Serbie, considérée comme commanditaire de l'attentat, qui déclencha toute la série des alliances de protection, aboutissant à donner à cet incident tragique, mais limité, une dimension mondiale.

Si les Grandes puissances y ont vu un affrontement surtout France-allemand, avec les alliés de chacun, pour les Balkans, c'est aussi une guerre balkanique, avec la répétition des atrocités et des destructions.

La 3eme guerre balkanique : 14-18

l'implication du gouvernement de Belgrade, qu'on feignit de tenir pour une évidence à Vienne, est d'autant plus improbable que les autorités serbes avaient mis en garde les Autrichiens contre un risque d'attentat . Après de longues hésitations, et malgré l'opposition du cabinet de Budapest, le vieux (84 ans) empereur se laisse convaincre qu'un conflit, court et limité, est nécessaire.

Quant au gouvernement serbe, il ne souhaite pas l'affrontement : lorsque le gouvernement serbe reçoit communication de l'ultimatum austro-hongrois du 22 juillet, il en accepte neuf des dix points, ne rejetant que l'exigence de la participation d'Autrichiens à l'enquête serbe sur les mentors des assassins, laquelle lui semble incompatible avec la souveraineté de la Serbie.

Afin de calmer le jeu, la Grande-Bretagne propose une conférence. Mais à Vienne les partisans de la guerre sont résolus à ne pas laisser échapper le prétexte. Surtout, si Guillaume II avait signifié, en 1912 et 1913, que l'Allemagne ne se tiendrait pas pour engagée au côté de l'Autriche en cas de réaction russe à ses initiatives balkaniques, cette fois le Kaiser laisse faire et torpille même l'initiative anglaise : moins d'un an après la paix de Bucarest, la déclaration de guerre austro-hongroise à la Serbie du 28

juillet 1914 fait basculer dans le premier conflit mondial, par le jeu des alliances, entre le 1^{er} et le 4 août, la Russie, l'Allemagne, la France, et finalement l'Angleterre après le viol de la neutralité belge par le Reich allemand.

La guerre ne sera ni courte ni joyeuse.

La petite armée serbe (520000 hommes, le pays comptant 4,4 millions d'habitants) **resiste** 4 mois à l'armée autrichienne qui finit par s'emparer de Belgrade, située sur la frontière, après 4 mois de bombardements intensifs. Mais l'armée serbe la reprend au bout de 15 jours. Le front se stabilise, mais l'armée serbe a beaucoup souffert, et le typhus fait des ravages, tuant 3,5 % de la population du pays.

Devant la prolongation prévisible de la guerre, chacun cherche des alliés.

La France et l'Angleterre cèdent aux pressions russes et accordent au tsar, le 18 mars 1915, Constantinople, la Thrace orientale, la rive européenne des Détroits et une partie de l'asiatique. Puis, le 26 avril 1915, les trois puissances alliées signent à Londres le traité secret [] qui prévoit l'entrée en guerre de l'Italie en échange de nombreuses promesses d'acquisitions territoriales parmi lesquelles Trieste et l'Istrie ; la Dalmatie et ses îles ; la province d'Antalya (Adalya) au sud-est de l'Anatolie, face au Dodécanèse dont l'Italie se voit reconnaître la « pleine possession » ; Vlorë et sa région, au sud d'une Albanie dont l'Italie accepte le partage des régions frontalières entre Serbie, Monténégro et Grèce, tout en obtenant le « droit de diriger [ses] relations extérieures »

L'empire ottoman aurait voulu rester neutre. Mais les 3 Pacha du CUP ont signé secrètement un traité le 2 août avec l'Allemagne. Les capitulations sont annulées, les Détroits fermés à la navigation commerciale. Le 22 octobre, Enver Pacha attaque les ports russes de la mer Noire, le 2 novembre, la Russie déclare la guerre à l'empire ottoman, elle est rejointe le 5 novembre par la France et la GB.

Les liaisons sont devenues difficiles avec la Russie, la Serbie n'est plus accessible qu'à partir du Monténégro ou de la Grèce.

Bulgarie et Roumanie sont neutres au début : leurs rois sont allemands, mais le gouvernement roumain penche du côté des alliés. En Bulgarie, le sentiment antiserbe et antigrec est très fort depuis la paix de Bucarest, et la tentation existe de s'appuyer sur les Austro-Allemands pour obtenir une revanche, bien que la Russie demeure, pour beaucoup de

Bulgares et malgré les vicissitudes des dernières décennies, le protecteur naturel contre lequel il paraît difficile d'entrer en guerre.

La Bulgarie est une plaque tournante vers Istanbul et vers la Serbie isolée : les deux camps cherchent donc à obtenir son alliance.

À la Roumanie, les Allemands promettent, en plus de la Bessarabie russe, la Bukovine de leur allié autrichien (les Roumains y sont majoritaires au sud et les Ruthènes ou Ukrainiens au nord). Mais les Roumains constituent aussi la majorité de la population en Transylvanie ainsi qu'une forte minorité dans le Banat de Temesvar au sud, les pays de Satu Mare et Maramureș au nord, tous administrés par Budapest (la Bukovine l'était par Vienne) depuis un compromis austro-hongrois de 1867 fort mal vécu par ces Roumains sujets du Habsbourg.

La Bulgarie cede en septembre 1915, aux sirènes de Berlin. Là aussi, Entente et Empires centraux ont rivalisé de propositions alléchantes. Mais l'impressionnant succès des offensives allemandes en Pologne depuis février 1915, et le cuisant échec des Alliés aux Dardanelles ont convaincu Ferdinand I^{er} de Bulgarie de rejoindre la Triple-Alliance.

En mai-juin, l'Entente a proposé à Ferdinand, en plus d'Andrinople et de la majeure partie de la Thrace orientale, un morceau de la Macédoine de son allié serbe, avec Ohrid et Monastir. Elle s'est également engagée à faire pression sur la Grèce pour obtenir la cession de la Macédoine orientale. Mais les Grecs ont refusé, et les Serbes n'ont accepté que le 1^{er} septembre de céder Monastir et des territoires macédoniens que Ferdinand juge insuffisants.

D'autant que les Empires centraux ont obtenu, fin juillet, de l'allié ottoman qu'il consente à une importante rectification de la frontière thrace : la Bulgarie y a gagné le contrôle de la rive droite de la Maritza/Évros, jusqu'aux faubourgs d'Andrinople. En sus, Sofia se voit promettre une aide financière, toute la Macédoine serbe, la Dobroudja au cas où la Roumanie basculerait du côté de l'Entente, et la plus grande partie de la Macédoine grecque si le royaume des Hellènes fait de même : le 6 septembre 1915, malgré l'opposition de plusieurs partis, la Bulgarie signe un traité d'alliance avec l'Autriche-Hongrie qui comporte l'engagement d'attaquer la Serbie dans un délai d'un mois.

Le 21 septembre, l'armée bulgare mobilise, le 6 octobre Sofia adresse un ultimatum à Belgrade réclamant la totalité de la Macédoine et, le 12, la Bulgarie adresse une déclaration de guerre à la Serbie, entraînant en retour celles des pays de l'Entente à la Bulgarie.

Pour les Serbes, il s'agit d'un cruel coup de poignard dans le dos. Depuis le 5 octobre, ils sont en effet confrontés à une massive offensive austro-allemande. Belgrade est tombée le 9 et, en s'emparant de la Macédoine, les Bulgares coupent toute possibilité de retraite vers la Grèce.

la défense serbe ne parvient à empêcher ni la prise de Niš par les Bulgares (5 novembre), ni la jonction, fin novembre au Kosovo, entre ceux-ci et les Austro-Allemands. La prise de Monastir, le 5 décembre, scelle la défaite serbe, tandis que les Monténégrins sont eux aussi battus au nord. Mais si, le 21 janvier 1916, Nicolas de Monténégro part en exil, vers la France après avoir signé une capitulation (Cetinje est tombée le 13), Pierre I^{er}, le prince héritier Alexandre, Pašić, et l'état-major sont unanimes à exclure pareille éventualité.

La route du sud est coupée et le seul espoir consiste à atteindre l'Adriatique en traversant les montagnes d'Albanie. Tragique et meurtrier, l'exode commence à la fin novembre : le roi de soixante et onze ans, malade, dans un char traîné par des bœufs, le Premier ministre monté sur une mule, les pouvoirs constitués du royaume, 150 000 soldats et 100 000 civils serbes, derrière leurs popes qui emportent reliques et icônes, souffrant de la faim, démunis de vêtements ou de chaussures adaptés au froid glacial (-20 °C) et à la neige, sont harcelés sur plus de 400 kilomètres par les montagnards albanais qui se souviennent des exactions serbes des années précédentes. Les rescapés parviennent en janvier 1916 sur le littoral, dans la région de Shkodër où les bombarde la marine austro-hongroise.

L'Italie, qui a débarqué des troupes à Vlorë dès septembre 1914, puis occupé Durrës après son entrée en guerre contre l'Autriche en mai 1915, reste très hostile aux Serbes. Elle refuse de les évacuer par mer, et suggère qu'ils marchent... une centaine de kilomètres de plus jusqu'à Durrës. Finalement, ce seront des bateaux français qui récupéreront les survivants. Au moins 100000 Serbes ont péri dans cette retraite.

Jusqu'en 1918, la Macédoine, l'est de la Serbie et du Kosovo sont rattachés à la Bulgarie. L'occupation est terrible : nombre de notables serbes sont exécutés ou déportés dans des camps d'internement où la mortalité par maladie est considérable. Le clergé serbe est chassé, ou physiquement éliminé au profit des exarchistes, les livres et publications en serbe sont confisqués et brûlés. Particulièrement violente, cette politique de bulgarisation provoque localement des révoltes noyées dans le sang : la répression de celle qui éclate dans la vallée de la Toplika en

1917, entre le sud de la Serbie et le nord-est (à majorité serbe) du Kosovo, fera plus de 20 000 victimes.

Le reste de la Serbie et du Monténégro est soumis à une administration militaire austro-hongroise qui n'est pas moins brutale : mise en coupe réglée des ressources économiques du pays, arrestations arbitraires et exécutions sommaires, déportations de nombreux notables dans des camps de concentration où le typhus fait également des ravages : à la fin de la guerre, la Serbie aura perdu 9 % de sa population de 1914, contre 3 % pour la France.

La Roumanie de son côté hésite cependant à s'engager, jusqu'au traité du 17 août 1916 par lequel l'Entente lui assure la Bukovine, une Transylvanie élargie jusqu'à la Tisza, c'est-à-dire à des territoires totalement hungarophones, ainsi que le Banat, également convoité par la Serbie. Le roi Hohenzollern se borne à souhaiter qu'on évite tout acte d'hostilité à l'égard de son Allemagne natale. La déclaration de guerre de la Roumanie à l'Autriche-Hongrie (27 août) n'en provoque pas moins, en retour, celle du Reich allemand, bientôt suivi par l'Empire ottoman, et par la Bulgarie qui espère récupérer la Dobroudja.

Mais la Roumanie, isolée, affaiblie par la révolution d'octobre 1917 en Russie est acculée à conclure un armistice (9 décembre 1917) puis à signer un traité. Le traité de Bucarest (7 mai 1918) est implacable diktat aux termes duquel la Roumanie perd plus de 5 000 km² dans les Carpates, au profit d'une Autriche-Hongrie qui prend le contrôle des verrous stratégiques commandant l'accès à la plaine valaque ; elle doit aussi renoncer à tout contrôle sur le Danube et rendre à la Bulgarie le sud de la Dobroudja, dont le nord sera administré conjointement par les vainqueurs en attendant que Bulgares et Turcs aient réglé leur différend sur son attribution, tandis que, sous couvert d'union douanière, le blé et le pétrole roumains sont confisqués par les puissances centrales et que la Valachie doit restée occupée jusqu'à la conclusion de la paix européenne.

A l'automne 1918, l'armée française d'Orient bouscule les Bulgares, qui signent l'armistice le 29 septembre. 1^{er} novembre, Belgrade est libérée. les Italiens ont refoulé les Austro-Allemands d'Albanie en octobre. le 3 novembre, L'Autriche Hongrie signe l'armistice. Le 10 novembre 1918 , la Roumanie rentre en guerre aux cotés des Alliés.

Les revendications des vainqueurs

Les vaincus de la région — la Bulgarie et l'Empire ottoman — vont avoir à faire face aux revendications des vainqueurs — la Serbie, la Grèce, et la Roumanie

La Roumanie a déjà récupéré la Bessarabie, annexée par la Russie en 1812, dont le sud lui avait été rétrocédé en 1856, puis avait fait retour au tsar en 1878. Depuis la prise de pouvoir par les bolcheviks à Petrograd, la Bessarabie, en plus d'être divisée entre Roumains (environ 1,5 million sur les 2,7 millions d'habitants), Russes, Ukrainiens, Allemands, Turcs et Tatars musulmans, l'était aussi entre partisans et adversaires des soviets. En décembre 1917, les nationalistes roumains avaient néanmoins réussi à imposer une République démocratique de Moldavie qui en avait appelé à l'armée roumaine pour rétablir l'ordre. Les Austro-Allemands, qui venaient de contraindre la Roumanie à l'armistice, avaient autorisé l'opération qui déboucha, le 9 avril 1918, sur le vote, par une assemblée élue dans des conditions contestées, de l'union avec la Roumanie. L'état de fait sera entériné par le traité de Paris (28 octobre 1920)

À l'ouest, dans les territoires austro-hongrois en partie peuplés de Roumains, le processus sera comparable. Le 15 novembre 1918, un comité proclame l'union de la Bukovine jusque-là autrichienne, tandis que, dès le 12 octobre, le Parti national des Roumains de Hongrie a affirmé le droit de ceux-ci à l'autodétermination.

A la fin de janvier 1919, la Roumanie est finalement invitée à défendre les revendications roumaines devant le conseil des Quatre Grands. Le principe du rattachement de la Bukovine, de la Transylvanie et de Maramureș ne soulève pas de problème, la commission territoriale, sur l'avis des experts, ne donne entière satisfaction aux Roumains ni sur le Banat, qui devra être partagé avec les Serbes, ni sur la frontière occidentale que Brătianu voulait voir fixée, conformément au traité de 1916, sur la Tisza — ce qui revenait à englober dans cette Grande Roumanie des régions peuplées seulement de Hongrois

En mai 1919, la proposition française d'une attribution des deux tiers du Banat à la Roumanie, avec Timișoara, et d'un tiers à la Serbie est adoptée par la Conférence. Mais la Roumanie ne s'en satisfait pas et refuse de signer le traité de Saint-Germain (10 septembre 1919) avec l'Autriche, qui cède la Bukovine à la Roumanie, en raison des contraintes en matière de protection des minorités qu'il contient. Le pays l'accepte finalement ainsi que ceux de Neuilly-sur-Seine (27 novembre) avec la Bulgarie, qui rend à la Roumanie toute la Dobroudja, et de Trianon (4 juin 1920) avec la Hongrie, qui lui attribue la partie du Banat délimitée par l'arbitrage des

Grands, la Transylvanie avec Maramureş au nord et la Crişana à l'ouest. Au final, le royaume passe de 138 000 à 295 000 km², plus de 9,2 millions d'habitants s'ajoutant aux 8,2 millions de 1914, mais près du quart de sa population est désormais constitué de minorités hongroise, allemande, ukrainienne, russe, bulgare, turque, tatare, szekler, juive, rom

Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes

Nul, durant cette guerre, dans les Balkans, n'avait souffert plus que les Serbes. La résistance de 1914, le refus de capituler au pire moment de 1915, la reconstitution en exil d'une armée qui avait largement contribué à la victoire, valaient à Pierre I^{er}, au prince Alexandre et à Pašić un immense prestige. Lors de l'entrée en guerre, les responsables serbes avaient trois options : une grande Serbie annexant les territoires de la double monarchie peuplés de Serbes ; la constitution d'un État yougoslave groupant autour d'une Serbie qui jouerait le rôle du Piémont dans l'unité italienne, les Serbes, Croates et Slovènes austro-hongrois ; une fédération slavo-balkanique ajoutant à ces deux premiers cercles la Bulgarie et le Monténégro. D'autre part, en mai 1915, s'était constitué un Comité yougoslave, composé de partisans austro-hongrois d'un État des Slaves du Sud

les légations serbes relayaient les protestations du Comité yougoslave contre les promesses faites à l'Italie afin de l'entraîner dans la guerre (traité de Londres du 26 avril 1915). Ensemble, ils refusaient l'annexion par Rome de régions majoritairement slaves, entre Görz/Gorizia et l'Istrie (avec le grand port de Trieste mais sans Rijeka/Fiume), de Zadar/Zara et d'une partie de la côte dalmate ainsi que de la plupart des îles. Ils protestent aussi contre la promesse faite par l'Entente à la Roumanie en 1916 à propos du Banat.

Mais en même temps, les dirigeants serbes n'envisagent le futur royaume que sous la forme d'une extension du « modèle » serbe à l'espace yougoslave, c'est-à-dire un État démocratique et libéral, mais unitaire et centralisé.

Les Franco-britanniques font pression pour un accord via une déclaration signée à Corfou le 20 juillet 1917 : « *Les représentants des Serbes, Croates et Slovènes déclarent de nouveau et de la manière la plus catégorique que notre nation aux trois noms n'en constitue qu'une et qu'elle est la même par le sang, par la langue parlée et écrite, par le*

*sentiment de son unité, par la continuité et l'unité du territoire sur lequel elle vit, et enfin par les intérêts communs et vitaux de son existence nationale et du développement général de sa vie morale et matérielle.
.. Le nom de cet État sera Royaume des Serbes, Croates et Slovènes »*

En fait cette déclaration cherche à concilier deux mouvements contradictoires : le yougoslavisme, largement majoritaire chez les croates et la grande Serbie.

Après 1918

En juillet 1923, le traité de Lausanne met fin à la décennie de conflits qui a débuté avec les guerres balkaniques de 1912-1913. Il clôt également le siècle d'affrontements ouvert par la révolte serbe de 1804 et la guerre d'indépendance grecque de 1821, au cours duquel le Royaume-Uni, et souvent la France, se sont employés à sauvegarder les domaines européens de l'Empire ottoman (et à maintenir Grecs, Serbes et Bulgares sous souveraineté turque) afin de faire barrage à la poussée russe vers la Méditerranée. Mais la disparition du vieil empire au profit d'un État national turc, celle de l'Empire russe, dont l'État successeur bolchevique affiche sa volonté de rompre avec la politique des tsars, et celle de l'Empire austro-hongrois, dont les ambitions en Europe du Sud-Est n'avaient cessé de s'affirmer des années 1850 jusqu'à l'agression contre la Serbie du 28 juillet 1914, bouleversent radicalement le contexte géostratégique du Sud-Est européen.

Pour autant, ni l'Angleterre, ni la France, ni encore moins l'Italie n'ont renoncé à jouer un rôle dans la région. D'autant qu'en octobre 1922, la « marche sur Rome » a porté au pouvoir Benito Mussolini. Les fascistes accusaient les gouvernements démocratiques d'avoir mutilé la victoire italienne en cédant au royaume des Slaves du Sud des terres que les Alliés avaient promises à Rome, puis en renonçant à obtenir un mandat de la SDN sur la nouvelle Albanie. Sitôt installé au pouvoir, Mussolini se montre donc aussi hostile à l'existence d'un État yougoslave que résolu à se tailler une zone d'influence en Europe du Sud-Est.

Les traités de 1919 ont vu la consécration définitive du « principe des nationalités ». Les empires ont disparu et tous les États de la région (Roumanie, Bulgarie, Grèce, Albanie, Hongrie, et même un peu plus tard la Turquie kémaliste) sont censés correspondre à une nation-homogène. Parmi eux, toutefois, s'est glissé un hybride : le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, plus tard appelé Yougoslavie.

L'État créé en 1918 est un hybride en ce sens qu'il tend à satisfaire à la fois deux aspirations opposées, tout en camouflant leur contradiction. Pour les Serbes, il est l'agrandissement de l'ancien royaume de Serbie, réunissant pour la première fois tous les Serbes, donc avant tout un État national. Pour les Croates et les Slovènes, il est la réalisation de l'idée yougoslave, donc une formation multinationale réunissant sur un pied d'égalité les trois peuples participants. Aux yeux de l'étranger, enfin, cette contradiction est masquée par la fiction d'une nation yougoslave unique. Cette unité, en Yougoslavie même, apparaît, y compris à ses plus chauds partisans, comme un idéal difficile à atteindre, mais à l'étranger elle est admise comme un fait acquis. La Yougoslavie fait donc au-dehors figure de nation-État comme tous ses voisins, et ne heurte pas le principe des nationalités universellement admis à l'époque.

Or, dans la pratique, c'est la première interprétation, celle des Serbes, qui prévaut puisque ce sont eux qui gouvernent ce royaume durant toute son existence, de 1918 à 1941. Le roi est serbe, la quasi-totalité des cadres politiques, diplomatiques et militaires aussi, la législation et les pratiques sont celles du royaume de Serbie. Surtout, la Constitution institue un régime unitaire, et non fédéral, et le découpage administratif tend à abolir tout souvenir des anciennes frontières nationales. Aussi la plupart des peuples non serbes sont-ils mécontents : les Albanais sont niés et victimes d'une colonisation de leurs terres et d'une répression militaire ; les Macédoniens, Monténégrins et Bosniaques musulmans sont considérés comme Serbes ; enfin les Croates, bien que reconnus, voient leurs institutions traditionnelles abolies et leurs coutumes méprisées.

Le nouveau royaume des Serbes, Croates et Slovènes est d'emblée confronté à un double défi : celui de ses institutions et celui de ses minorités. De fait, cet État se constitue à partir des structures du royaume serbe, jacobin et parlementaire, dont la vie politique a été dominée, depuis le début du siècle, par une mouvance radicale qui a évolué de ses origines socialisantes vers un centre gauche à tendance agrarienne. Pour Pašić et

la plupart des radicaux serbes, l'unité yougoslave ne peut se construire qu'autour du fédérateur serbe, comme l'Italie l'a fait autour du Piémont-Sardaigne ou l'Allemagne autour de la Prusse. Ce sentiment est de surcroît renforcé par l'immensité des sacrifices qu'a consentis le peuple serbe durant la guerre mondiale.

Parmi les nationalités qui s'agrègent autour de ce noyau serbe à la fin de celle-ci, les Croates et, dans une moindre mesure les Slovènes, ont cependant d'autres aspirations. Lorsqu'ils luttèrent contre la tutelle hongroise dans le cadre de la double monarchie, c'était pour la restauration d'anciennes libertés — réelles ou idéalisées — leur assurant une autonomie sous la domination des Habsbourg. Ils envisagent d'autant moins d'y renoncer sous la dynastie serbe que nombre de responsables croates nourrissent la conviction que l'appartenance à la culture occidentale leur confère une supériorité intellectuelle — ce dont témoigne par exemple Stjepan Radić, le dirigeant du principal parti croate du nouveau royaume.

« Notre histoire, notre situation géographique, notre orientation vers la Hongrie nous font fédéralistes, pour ne point nous mettre dans la dépendance des Balkans qui sont le prolongement de l'Asie. Notre devoir est d'eupéaniser les Balkans et non de balkaniser Croates et Slovènes (...). Nous sommes, les Serbes et nous, d'une formation mentale totalement étrangère l'une à l'autre. La Serbie fut une caserne héroïque; nous, qui n'avons même pas notre armée, nous avons été un cabinet de travail. La Serbie est revenue à la vie libre par une insurrection, elle s'est faite et maintenue par des guerres ininterrompues. Nous avons conservé une vie nationale par un travail culturel méthodique, par un effort patient d'intellectuels. Nos journaux et nos livres ont été nos seuls fusils »

La Yougoslavie royale perpétue ainsi le fonctionnement des empires multiculturels détruits en 1918. Elle reste un espace vraiment multinational où de nombreux peuples se côtoient, sans qu'aucun soit éliminé : pas de nettoyage ethnique dans cette période. Mais elle assure l'hégémonie d'un de ces peuples sur les autres. Cette domination paraît, aux Croates notamment, plus rude que celle du régime précédent – l'Empire austro-hongrois – parce qu'elle n'est pas rodée par une longue tradition, et le mythe de la nation yougoslave leur semble une négation de leur propre identité et une menace de serbisation. Les Croates remarquent aussi qu'en 1918 la plupart des peuples soumis aux Habsbourg ont saisi l'occasion de l'indépendance, tandis qu'eux-mêmes l'ont manquée.

D'où le mécontentement profond de la plupart des peuples non serbes, sauf les Slovènes qui, au contraire des Croates, n'avaient bénéficié d'aucune espèce d'autonomie sous l'Autriche. Dès les années 1920, l'idée yougoslave, qui jusque-là avait été si populaire chez les Croates, est presque unanimement rejetée par eux. C'est ce qui explique pourquoi en 1941 tous les peuples de Yougoslavie, sauf les Serbes et les Slovènes, ont été, au moins au début, plutôt satisfaits du démembrement du royaume.